1 juin 2003 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'invitation faite à d'autres pays à participer au sommet du G8, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les relations franco-américaines, l'aide américaine et la perspective d'une aide européenne pour le Fonds international contre le Sida, la proposition brésilienne de création d'un fonds contre la faim et son financement, Evian le 1er juin 2003.

LE PRESIDENT -
Mesdames, Messieurs,
C'est notre premier point de presse à l'occasion de cette réunion d'Evian. Il a lieu après la séance de dialogue élargi dont je vais vous parler dans un instant.
D'abord, je voudrais exprimer toute ma gratitude et ma reconnaissance aux habitants de la région, que nous avons perturbés en Suisse et en France par l'organisation de ce sommet. Je voudrais remercier chaleureusement, en particulier, les autorités suisses qui nous ont apporté une coopération sans réserve, particulièrement efficace, et dont je leur suis très reconnaissant.
Alors, quelques mots sur les travaux d'aujourd'hui. L'idée, c'est que le G8 en soi est une réunion importante. A l'origine, quand elle a été conçue, sous forme d'un G5, G7 puis G8, il s'agissait, dans l'esprit des promoteurs, de réunir des chefs d'Etat et de gouvernement représentant les plus importantes puissances économiques et monétaires du monde pour assurer une certaine coordination de leurs politiques économiques et financières. Petit à petit, l'ambition a augmenté et nous avons eu une institution dont l'objectif était toujours de coordonner les actions mais de prendre conscience des évolutions du monde, d'intégrer leurs politiques dans ces évolutions et d'essayer d'en corriger les mauvais aspects ou d'en impulser les bons aspects. Naturellement, ces G8 n'ont jamais eu pour vocation d'être une sorte de directoire du monde. Il s'agissait simplement, pour les plus responsables sur le plan économique, de coordonner leur action dans le sens de l'intérêt général.
Aujourd'hui, il m'est apparu que le G8, non seulement n'avait pas de légitimité particulière, même s'il avait une utilité indiscutable, mais que, pour être bien éclairé dans ses réflexions et dans les décisions qu'il prend dans la gestion des affaires du monde et qui sont décisives, il fallait qu'il entende un peu les autres, que ce soit également un dialogue. Et, d'autre part, que les autres, qui représentent une part croissante de l'activité ou de la population du monde, aient également le sentiment d'être entendus et donc respectés. D'où l'idée d'avoir réuni ici aujourd'hui, au total, vingt et un chefs d'Etat et de gouvernement qui représentent en gros les deux tiers du monde et 80 % à peu près de la richesse mondiale en termes de produit intérieur brut ou du commerce international, de façon non pas à créer une sorte de légitimité particulière,

bien entendu, mais de façon à ouvrir davantage la réflexion et donc éclairer mieux les décisions à prendre ensuite par le G8.
Cette initiative a été bien reçue par les chefs d'Etat et de gouvernement concernés et, au total, je crois, a été, si j'ose dire, bien exécutée dans la mesure où nous avons réussi à avoir un échange très, très libre, d'abord au déjeuner, ensuite cet après-midi, dans des interventions courtes, si j'ose dire, non lues et, autant que faire se peut dans un exercice de cette nature, dans un véritable échange. Autrement dit, les gens se sont répondus, ce qui est un exercice difficile dans les réunions internationales qui sont, en général, plus encadrées. Et je crois que c'était au total une bonne formule. En tous les cas, il m'a semblé qu'elle était ressentie comme telle et c'est ce qui apparaissait manifestement dans cet échange un peu libre qui s'est effectué. Et j'ai le sentiment que les responsables du G8, demain, n'aborderont pas les problèmes exactement dans l'esprit où ils les auraient abordés si cet échange n'avait pas eu lieu aujourd'hui. Et j'ai suggéré à nos successeurs, les Américains l'année prochaine, les Anglais ensuite, d'approfondir cette méthode et probablement de l'améliorer. Naturellement, c'était un peu une expérimentation.
Cela a permis également un certain nombre d'entretiens bilatéraux. Pour ma part, j'ai pu avoir un entretien assez long avec le nouveau Président de la République populaire de Chine, avec le Président du Mexique et avec deux ou trois autres responsables internationaux.
Voilà comment se sont présentées les choses aujourd'hui. Je crois que nous aurons mieux préparé le G8 que d'habitude. Ce soir, nous avons le dîner qui, lui, est un dîner G8-NEPAD auquel naturellement n'assistent pas les autres. C'est un dîner de travail sur le NEPAD. Vous vous souviendrez que la novation importante, très importante à mes yeux, du sommet du G8 de Gênes qui était, en raison des événements, passée un peu inaperçue mais qui était tout à fait essentielle, avait été de remettre sur la table le problème de l'aide publique au développement et le problème de l'Afrique, avec l'idée de substituer à une politique d'assistance une politique de partenariat. Ce qu'on a appelé le NEPAD, ce que les Africains ont mis au point sous le nom de NEPAD et ont approuvé à l'unanimité de l'Union africaine. A Kananaskis, l'année dernière, sous l'impulsion du Premier ministre canadien, un pas important a été fait dans la bonne direction. La bonne direction, cela veut dire l'effort fait par les Africains pour se concerter et générer en eux-mêmes une capacité de meilleure gouvernance. Et, pour les autres, les pays développés, d'avoir une politique d'aide et d'assistance, plus exactement de partenariat , pour le développement de ces pays avec une priorité particulière à l'un des problèmes essentiels auxquels nous sommes confrontés, qui est celui de l'eau, également des grandes pandémies. Et ce soir, nous avons donc ce dîner G8-NEPAD en présence des cinq, en réalité des quatre, parce que le Président MOUBARAK a dû repartir tout à l'heure, des quatre leaders de la politique du NEPAD, c'est-à-dire les Présidents d'Afrique du Sud, du Nigéria, d'Algérie et du Sénégal.
Enfin, il y a eu une manifestation de solidarité très forte exprimée par l'ensemble des participants à l'égard de notre collègue le Président BOUTEFLIKA d'Algérie à la suite du drame vécu par ce pays, ou des drames vécus par ce pays. Et le Président BOUTEFLIKA a fait une intervention, je dois dire, particulièrement émouvante, le mot est faible, vraiment très émouvante et qui a beaucoup touché non seulement l'esprit mais le coeur de tous les chefs d'Etat et de gouvernement qui étaient rassemblés.
Voilà, je voulais tout simplement vous dire cela en quelques mots mais je suis tout à fait prêt naturellement à répondre à une ou deux questions.
QUESTION - Monsieur le Président de la République, est-ce que le modèle du G8 auquel nous avons assisté cette année est destiné à se renouveler ou est-ce que c'est dû à l'exception française ? Est-ce que vous en ferez à l'avenir une sorte de question de principe, que nous nous retrouvions dans la même situation au cours des années prochaines ?
LE PRESIDENT - Je crois que c'est un peu la question essentielle aujourd'hui. Elle est double. Elle concerne d'une part l'ouverture à un nombre relativement important de pays. Je peux vous dire déjà que le Premier ministre britannique m'a confirmé qu'il ferait la même chose en 2005. Et je pense, mais je n'en ai pas eu la confirmation officielle, que le Président des Etats-Unis devrait faire la même chose l'année prochaine. Je ne peux pas vous donner ça comme une

information, c'est simplement pour le moment une intuition. Mais j'aurai l'occasion demain de lui en parler.
Deuxième aspect des choses : est-ce que dans le domaine du NEPAD nous allons poursuivre ? Il y a eu, si j'ose dire, le lancement, à l'initiative de la France et grâce à la collaboration de l'Italie, à Gênes, il y a eu grâce à la passion de Jean CHRETIEN, Premier ministre du Canada, un pas important qui a été fait à Kananaskis. Nous poursuivons cette année mais un tel changement de conception dans les relations internationales pour passer, je le disais tout à l'heure, d'une politique d'assistance à une politique de partenariat, un tel changement suppose la continuité. Sinon cela s'interrompra tout seul.
Alors, nous avons, pour progresser, trouvé la bonne mécanique. La bonne mécanique, c'était ce qu'on a appelé les représentants personnels pour l'Afrique. Pour la France, c'est le gouverneur CAMDESSUS. Il y en a un par pays.
Ces représentants personnels, beaucoup sous l'impulsion du gouverneur CAMDESSUS, ont fait un travail considérable, non seulement technique mais politique, c'est-à-dire non seulement pour proposer mais également pour convaincre, et notamment convaincre les différents pays concernés, aussi bien au Sud qu'au Nord, et associer également la société civile, ce qui n'est pas facile, ce qui a été aussi l'un des objectifs de nos représentants personnels. Ma conviction, également partagée, je dois le dire, par le Premier ministre britannique, que je cite compte tenu de son intérêt pour l'Afrique mais aussi par le fait qu'il n'est pas le prochain mais le suivant à présider le G8, ma conviction, c'est que ce système, peut être amendé, peu importe, doit subsister. C'est le moteur qui permet à la machine d'avancer. Et, si on coupe le moteur pour une raison ou pour une autre, il y a de fortes chances que la machine cesse d'avancer. Donc, je souhaite beaucoup pour ma part, et c'est un des points que j'évoquerai demain également avec le Président des Etats-Unis, je souhaite beaucoup que la continuité soit bien clairement affirmée et qu'à ce titre, selon des modalités que l'on peut naturellement discuter, les représentants personnels puissent être toujours le moteur de cette action du NEPAD et que nous puissions la poursuivre dans les G8 suivants. Autrement dit que l'Afrique, qui est sans aucun doute la partie du monde la plus confrontée aux plus grands problèmes, qui est un peu à la dérive, que cette Afrique soit soutenue dans son développement de façon constante, c'est-à-dire sans qu'il y ait des à-coups.
QUESTION - Monsieur le Président, vous avez rencontré aujourd'hui en bilatéral les Présidents MOUBARAK et le Prince d'Arabie ABDALLAH. Demain, il y a le sommet de Charm El Cheikh. Est-ce que vous avez discuté des perspectives de ce sommet ? Est-ce que vous avez eu l'impression que ces deux responsables arabes sont cette fois optimistes sur les résultats éventuels ?
LE PRESIDENT - Madame, il n'est pas dans mes habitudes de faire parler ou de rendre compte des entretiens de cette nature que je peux avoir. Simplement, tout le monde a conscience, et c'était très net aujourd'hui, de l'importance qu'il y a à ce que, la feuille de route ayant été distribuée et adoptée, il y ait une avancée forte en direction de la paix. Et, dans ce processus, il est certain que la réunion organisée à Charm El Cheikh demain soir par le Président des Etats-Unis avec un certain nombre de Chefs d'Etat arabes a une grande importance. Tout ce que je peux dire, c'est que je souhaite qu'elle permette d'avancer, de même que le lendemain, je crois, la réunion d'Aqaba.
QUESTION - Monsieur le Président, je suis de l'agence de presse Associated Press, agence américaine. Vous avez maintenant rencontré le Président BUSH, il me semble même qu'il vous a donné des livres en cadeau. A part ces gestes symboliques, est-ce que vous avez vu aujourd'hui, à travers votre travail, vos réunions, est-ce que votre capacité à travailler avec le Président BUSH a été blessée quelque part par les disputes que vous avez eues sur l'Iraq ? Comment cela se passe maintenant entre vous ?
LE PRESIDENT - Ne croyez pas tout ce que l'on dit. Nous avons eu des entretiens avec le Président BUSH qui étaient tout à fait positifs et dans le sens d'une progression vers des solutions aux différents problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous en aurons demain également et je n'ai pas la moindre inquiétude à ce sujet.

également et je n'ai pas la moindre inquiétude à ce sujet.
QUESTION - Ma question a trait à la question du Sida qui va être traitée lors de ce G8. Le Président américain a annoncé il y a quelques semaines un effort américain de l'ordre de 3 millions de dollars par an pour l'aide contre le Sida. Ma question, en fait, c'est : quelle va être la réaction française, financièrement ? Cela correspond à un effort de 0,03 % du PNB, ce qui pour la France ferait 500 millions d'euros par an. Est-ce que la France va faire aussi bien en proportion du PNB que les Etats-Unis sur la question du Sida ?
LE PRESIDENT - Les Etats-Unis, ou le Président BUSH, ont pris une décision dans ce domaine que je n'hésite pas à qualifier d'historique, dans la mesure où ils prévoient 15 milliards de dollars sur 5 ans, dont 5 milliards pour le Fonds international. 5 milliards sur 5 ans, cela veut un milliard de dollars par an. Et le Président BUSH ajoute, et à mon avis il a tout à fait raison, que naturellement cela suppose une coopération internationale, que chacun accepte de faire le même effort, ce qui veut dire qu'il estime et, je le répète, je crois qu'il a raison, que sa contribution doit représenter le tiers de la contribution globale, c'est-à-dire qu'il estime que l'Union européenne doit donner 1 milliard de dollars elle aussi, et les autres la même chose, le reste du monde.
Alors, cela pose le problème de l'Union européenne. L'Union européenne, qu'est-ce que c'est ? C'est d'une part les contributions nationales et d'autre part la contribution de l'Union européenne. La France a totalement approuvé l'initiative américaine, l'a saluée et l'a approuvée. Elle a donc décidé de marquer l'importance qu'elle attache au fait que l'Union européenne fasse ensemble, comme les Etats-Unis, 1 milliard de dollars. Je suis fortement intervenu auprès du Président de la Commission. Je ne suis pas le porte-parole de la Commission, pas plus que le porte-parole de la présidence. Les décisions définitives seront prises au prochain sommet européen, c'est-à-dire à Thessalonique, sous présidence grecque, mais j'ai comme une idée, ou comme une impression, que l'Europe relèvera le défi. C'est-à-dire qu'elle fera elle aussi son milliard de dollars.
Alors, ce milliard de dollars, cela veut dire la contribution européenne, qui n'est rien d'autre que l'argent des différents pays, naturellement. L'Union européenne ne génère pas la monnaie. C'est l'argent des différents pays, et la France y contribue pour une part non négligeable, et, d'autre part, les contributions nationales. Et j'ai déjà décidé que la contribution nationale française serait triplée, c'est-à-dire qu'elle passerait de 50 à 150 millions d'euros. J'espère que nous serons suivis, dans l'état actuel des choses ce n'est pas acquis, suivis d'une part par les contributions nationales et, d'autre part, par la contribution de l'Union européenne qui, je le rappelle, n'est rien d'autre que des contributions nationales qui sont rassemblées à Bruxelles. J'espère que nous réussirons.
QUESTION - Le Président brésilien demande que le G8 sorte de son discours. Il demande par exemple que vous fassiez un pas pour l'élimination des subventions agricoles. Il a fait une proposition concrète, il suggère la création d'un fonds contre la faim financé par une taxe sur le commerce d'armes et en partie par le taux d'intérêt de la dette. Est-ce que vous trouvez ces propositions réalistes ?
LE PRESIDENT - Le Président LULA a fait deux interventions aujourd'hui, une à l'occasion du déjeuner et l'autre cet après-midi, je dois le dire très fortes et très convaincantes. Vous les avez résumées et je pense qu'en toute hypothèse il est sur la bonne voie. Il a évoqué les problèmes agricoles. Pas seulement les subventions, naturellement. Il y a trois problèmes. J'ai été heureux qu'il approuve très fortement mes propositions pour l'Afrique qui concernent à la fois les préférences, c'est essentiel, les subventions et l'aide alimentaire, qui est en réalité un moyen détourné et complexe de soutien d'un marché, qui est tout à fait contestable dans ses modalités actuelles. Donc je ne peux que rendre hommage aux propositions qui ont été faites par le Président LULA sur ce sujet.
Deuxièmement, il a évoqué la possibilité de faire créer un fonds contre la faim. L'idée du Président LULA est une idée simple. Il faut que les gens puissent manger trois fois par jour et ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il faut qu'ils puissent manger un peu au réveil, il faut qu'ils puissent déjeuner, il faut qu'ils puissent dîner. Et ce n'est pas le cas aujourd'hui. Donc, cette situation qui est, il faut bien le reconnaître, inacceptable doit être combattue. Et il propose, selon des

modalités à discuter, un fonds contre la faim. Bon, pourquoi pas ? Le problème, ce n'est pas tellement de créer un fonds, c'est de l'alimenter et ensuite de répartir les moyens. Mais il a dans ce domaine un certain nombre d'idées.
Troisièmement, pour alimenter ce fonds, il fait plusieurs propositions. Il fait une proposition à laquelle je suis très favorable depuis très longtemps et qui vient d'une constatation : la mondialisation a des avantages et des inconvénients. Les inconvénients, on les connaît. Et le problème, c'est de les maîtriser. Les avantages, c'est que cela permet de développer considérablement le commerce et donc la richesse mondiale. Ça, c'est indiscutable. Et le Président LULA dit : " à partir du moment où il y a une richesse mondiale qui se développe considérablement grâce à la mondialisation, il faudrait d'une façon ou d'une autre trouver le moyen d'en récupérer une partie ". Il a raison, j'y suis totalement favorable. Le problème est de trouver la bonne mécanique. Et cette affaire a été fortement polluée par ce que l'on a appelé la taxe Tobin qui, malheureusement, fondée sur une bonne intention, n'était pas applicable. D'ailleurs son inventeur lui-même l'a reconnu. Et donc, cela a pollué ce débat, ce qui est regrettable.
Il y a des richesses qui se créent. Examinons ensemble les modalités techniques qui nous permettent de ponctionner une petite partie de ces richesses, ce qui fera beaucoup d'argent pour agir contre la faim. Je suis totalement favorable à cette proposition.
Le président LULA a fait, enfin, une autre proposition pour le financement de ce fonds, qui peut être en plus et qui était une proposition de taxation sur les armes. Là, c'est un problème technique. Mais je prends un exemple particulier. Il y a un commerce considérable d'armes individuelles qui, incontestablement, alimente l'inquiétude de tout le monde et les débordements d'un certain nombre de gens. Je trouve que, s'il y avait une taxation sur les armes, cela ne serait pas du tout injustifié et donc je suis tout à fait favorable à l'examen, là-encore, d'ailleurs il ne demande pas davantage pour le moment, d'une taxation de cette nature. Voilà, si vous voulez, pour répondre au Président LULA. Il a sans aucun doute très favorablement impressionné l'auditoire par la clarté de ses propositions.
QUESTION - L'Afrique est la priorité clairement affichée de la France. Est-ce qu'au vu des discussions d'aujourd'hui, vous avez l'impression qu'elle sera clairement la priorité affichée du G8, demain ? Et, par ailleurs, est-ce que vous avez le sentiment qu'aujourd'hui, votre vision multipolaire du monde a été plutôt majoritaire ?
LE PRESIDENT - Je n'ai aucun doute sur le fait que la vision multipolaire du monde que je défends depuis longtemps soit très largement majoritaire dans le monde.
En ce qui concerne l'Afrique, s'il ne tient qu'à moi, ce sera vraiment la priorité du G8. En tous les cas, c'est ce qui est prévu pour ce G8-là. Et mon problème, ce n'est pas tellement d'affirmer la priorité de l'Afrique dans le G8 de demain, elle est indiscutable, tout a été fait pour cela, notamment, vous le verrez lorsqu'on vous remettra ce soir le rapport des représentants personnels, qui est un rapport très substantiel, très clair, très intelligent, mon problème, c'est de m'assurer de la continuité. Je vous l'ai dit tout à l'heure, il est essentiel qu'il y ait continuité.
Je suis obligé de me retirer parce qu'il y a maintenant le dîner et que je ne peux pas être le dernier au dîner que j'offre pour nos partenaires. Mais je vous reverrai demain.